

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

UE : RÉFORME DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE, "UN PAS IMPORTANT"

Le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte a estimé hier que la proposition de la Commission de Bruxelles pour une nouvelle politique migratoire représentait "un pas important", mais pas encore suffisant, vers une approche "vraiment européenne". "Le Pacte sur la migration est un pas important vers une politique migratoire vraiment européenne. Le Conseil européen doit maintenant conjuguer solidarité et responsabilité", a écrit M. Conte sur son compte Twitter.

NIGERIA: ACCIDENT D'UN CAMION-CITERNE, AU MOINS 9 MORTS

Au moins neuf personnes ont été tuées hier dans un incendie provoqué par l'accident d'un camion-citerne chargé de carburant qui s'est renversé sur une route très fréquentée dans le centre du Nigeria. Le chauffeur a perdu le contrôle de son camion sur une autoroute traversant Lokoja, la capitale de l'Etat de Kogi, l'un des 36 Etats du Nigeria. "J'ai compté neuf corps carbonisés à la morgue, plusieurs autres victimes sur place présentaient de graves blessures", a rapporté un témoin.

CLIMAT : GRETA THUNBERG DONNE 150 000 EUROS À DES ONG ACTIVES EN AFRIQUE

La militante suédoise Greta Thunberg va verser 150 000 euros à des ONG actives pour soutenir les "personnes sur le front de la crise climatique en Afrique", via sa fondation récemment créée, a-t-elle annoncé hier. La Croix-Rouge et Le Croissant-Rouge, l'ONG spécialisée dans l'énergie solaire Solar Sister, ainsi que l'ONG de plaidoyer Oil Change International, vont chacune recevoir 50 000 euros

Mali : la France salue la désignation de Bah Ndaw

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le choix d'un nouveau responsable de la transition politique au Mali continue d'être salué à travers le monde. Après les pays voisins, c'est au tour de la France de féliciter cette décision des militaires. Ainsi, la désignation par la junte d'un ex-officier pour gérer la transition vers un régime civil au Mali après le coup d'Etat militaire du 18 août est une "étape encourageante", a estimé mardi dernier les autorités françaises.

Le comité, composé des militaires et civils, mis en place par la junte a désigné lundi dernier comme président de la transition un officier à la retraite, le colonel-major Bah Ndaw, 70 ans, ex-ministre de la Défense du président déchu Ibrahim Boubacar Keïta. Le chef de la junte au Mali, le colonel Assimi Goïta, a été désigné vice-président, investi d'importantes prérogatives en matière de sécurité. "Nous prenons acte de ces premières nominations qui représentent une première étape encourageante dans le processus de transition au Mali, qui doit mener à la tenue d'élections d'autorités légitimes. D'autres nominations sont attendues et des consultations sont en cours avec les partenaires africains et européens pour en évaluer la portée", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Non sans souligner que "la France est disposée à accompagner et appuyer la transition civile au Mali qui se dessinera dans les conditions fixées par la Cédéao", conclut le Quai d'Orsay.

La Cédéao, qui a imposé des sanctions au Mali deux jours après le putsch du 18 août contre M. Keïta, ne s'est pas encore exprimée publiquement sur le choix de Bah Ndaw. Le colonel Goïta a enjoint mardi dernier la Cédéao de lever ses sanctions. Appelant à "l'union sacrée autour du Mali", exhortant ses compatriotes à soutenir les forces nationales et internationales (force française Barkhane, onusienne Minusma, européenne Takuba) contre les jihadistes.



Le Quai d'Orsay, siège du ministère français des Affaires étrangères.

En outre, le président français Emmanuel Macron a réagi indirectement, en appelant les nouveaux maîtres de Bamako à "mettre le Mali sur la voie irréversible du retour à un pouvoir

civil et l'organisation d'élections rapides". "La France, comme ses partenaires africains en particulier, ne pourra rester engagée qu'à cette condition", a-t-il prévenu dans son allocution vidéo en

début de semaine à l'Assemblée générale des Nations unies, alors que plus de 5000 militaires français sont actuellement déployés au Sahel pour lutter contre les groupes jihadistes.

Sanogo pointe son nez dehors



Le général Amadou Sanogo a refait son apparition.

J.O.
Libreville/Gabon

Ayant disparu des radars depuis près de 10 ans, le général malien Amadou Sanogo, meneur d'un coup d'Etat qui a précipité la déroute de l'armée face aux rebelles dans le Nord en 2012, a effectué mardi

dernier une apparition publique remarquée. Encore en prison il y a huit mois, il a pris place en tribune officielle en uniforme d'apparat pour suivre la parade donnée à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance. Très souriant, il a serré de nombreuses mains, devisé avec bon nombre d'officiers et s'est prêté à des sel-

fies avec certains d'entre eux. Amadou Sanogo avait pris le 21 mars 2012 la tête de soldats entrés en mutinerie contre l'incapacité du gouvernement à arrêter l'offensive dans le nord de rebelles touareg et l'afflux de jihadistes en provenance des pays voisins. Les mutins avaient chassé le président Amadou Toumani Touré. Certains des officiers impliqués dans le putsch qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août, dont le numéro deux de la junte actuelle, le colonel Malick Diaw, figuraient sur la photo de groupe des putschistes de 2012.

Le coup d'Etat de 2012 avait en fait précipité la déroute de l'armée. Le nord était alors rapidement tombé sous la coupe des jihadistes dont les agissements se sont depuis étendus au centre et aux pays voisins. Sous la pression internationale, la junte avait fini par céder le pouvoir à des autorités civiles intérimaires. Il avait été élevé général par IBK.